

parut pour la première fois dans l'Annuaire de 1919. Nous publions ici une analyse des budgets provinciaux durant les cinq exercices budgétaires 1918 à 1922, chacune des sources de recettes et des causes de dépenses ayant été classifiées d'une manière uniforme, de manière à permettre la comparaison; elle fait l'objet des tableaux 25 et 26, dans lesquels ces budgets sont présentés pour chaque province, tandis que le tableau 27 les résume tous¹.

En étudiant ces tableaux, il ne faut pas perdre de vue que les exercices budgétaires des différentes provinces ne concordent pas. Dans l'Île du Prince-Edouard, le Manitoba et l'Alberta l'année fiscale se termine le 31 décembre, en Nouvelle-Ecosse le 30 septembre, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ontario le 31 octobre, dans Québec le 30 juin, dans la Saskatchewan le 30 avril et dans la Colombie Britannique le 31 mars.

Pendant leurs derniers exercices financiers clos à diverses dates de l'année 1923, le revenu ordinaire des neuf provinces s'est élevé à la somme de \$117,423,174, comparativement à \$116,156,699 en 1922, \$102,030,458 en 1921, \$92,653,023 en 1920, \$76,844,307 en 1919, \$69,345,305 en 1918, \$57,989,984 en 1917 et \$50,015,795 en 1916. La même année les dépenses ordinaires avaient atteint \$131,299,000, contre \$112,874,954 en 1922, \$102,569,515 en 1921, \$88,250,675 en 1920, \$76,403,973 en 1919, \$66,052,909 en 1918, \$60,122,485 en 1917 et \$53,826,219 en 1916. Ainsi, dans le court espace de sept ans, les revenus ordinaires des provinces se sont accrus de 134.7 p.c., mais leurs dépenses ordinaires augmentaient de 143 p.c. durant la même période. Evidemment, le renchérissement des matériaux et de la main-d'œuvre en ces quelques années a puissamment contribué à cette augmentation, mais une autre raison non négligeable c'est l'extension des attributions gouvernementales, qui s'est produite concurremment.

Entre toutes les provinces, l'Ontario possédait en 1923 les revenus les plus élevés, soit \$34,110,213, Québec venant ensuite avec \$21,634,642 et la Colombie Britannique troisième avec \$18,758,864. Au regard des dépenses en la même année, l'Ontario tient encore la tête, avec \$49,305,439, suivie de Québec avec \$20,190,276 et de la Colombie Britannique avec \$17,667,330. En 1923, la province la plus imposée fut la Colombie Britannique qui préleva \$34.48 de taxes par tête de sa population; au bas de l'échelle se place l'Île du Prince-Edouard avec \$7.44.

Actif et passif des provinces.—On n'avait encore jamais songé jusqu'ici à relever l'actif et le passif des provinces, en raison des différences considérables d'appréciation que l'on constate d'une province à l'autre. Par exemple, dans certains cas, les ressources naturelles, telles que le bois des forêts, les mines et les terres appartenant encore au domaine, sont considérées comme actif, tandis que d'autres provinces n'en tiennent nul compte; ailleurs les édifices publics et leurs abords, les routes, les ponts, etc., sont censés représenter un actif. Avec l'aide de gouvernements provinciaux, on a réussi à coordonner les éléments du tableau 28, présentant l'actif et le passif des provinces. Les diverses sources de l'actif des provinces y sont brièvement énumérées. Le passif indirect, distingué du passif direct, consiste essentiellement en garanties d'actions et d'obligations, ainsi que cela est indiqué dans les renvois au bas de la page. D'une manière générale, on constate que l'actif et le passif des provinces possédant et exploitant leurs propres utilités publiques sont plus élevés que ceux des autres provinces.

¹ Un rapport donnant les détails des opérations financières des gouvernements en 1921 et un résumé statistique d'ensemble pour les années 1916-20 a été publié récemment; on peut se le procurer en s'adressant au Bureau Fédéral de la Statistique, à Ottawa.